

Du conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien

a) Qu'est-ce que le conflit israélo-arabe et quelles sont ses tentatives de résolution ?

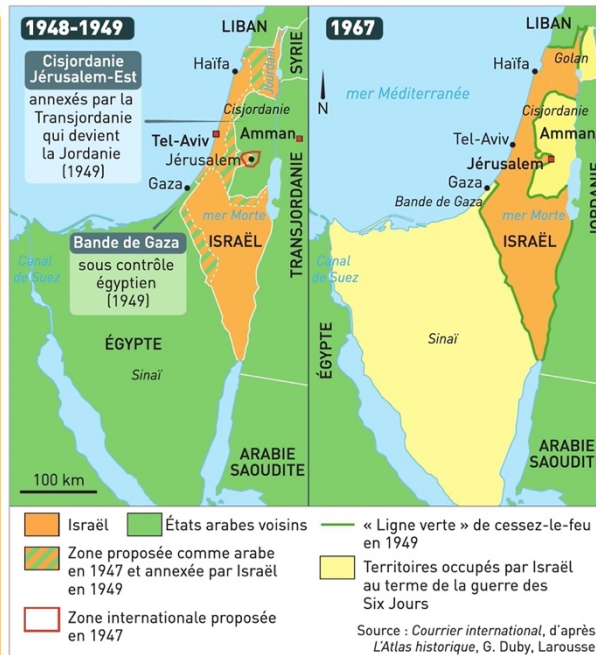
REPÈRES

La naissance d'Israël

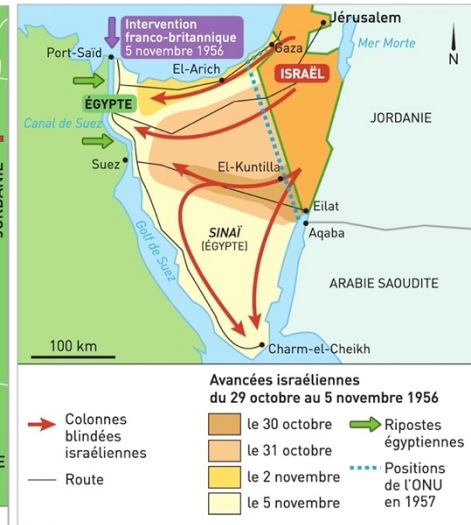
• **Les racines de la création d'Israël.** Pendant la I^{re} Guerre mondiale, les Britanniques acceptent la création d'un foyer national juif en Palestine tout en promettant aux Arabes qu'ils auront leur territoire. La Palestine reste cependant un mandat britannique après la I^{re} Guerre mondiale.

Au sortir de la II^{de} Guerre mondiale, après la Shoah, les Britanniques transfèrent le dossier palestinien à l'ONU, qui propose une solution à deux États. Le 14 mai 1948 naît l'État d'Israël. Mais les Arabes refusent cette solution et les États voisins attaquent Israël. La victoire israélienne entraîne la fuite de centaine de milliers de Palestiniens, qui se réfugient dans les pays voisins.

• **Les défaites arabes successives.** À partir de 1954, le président égyptien Nasser veut propager le panarabisme dans tous les pays du Moyen-Orient en utilisant Israël comme ennemi commun, surtout après la crise de Suez en 1956. Mais la guerre des Six Jours (1967) et la guerre du Kippour (1973) amènent de nouvelles pertes territoriales pour les États arabes. Le successeur de Nasser, le président Sadate, préfère clore le conflit en signant la paix avec Israël.



1 Les modifications territoriales entre 1947 et 1967



3 La crise de Suez (1956)

En 1956, Nasser nationalise le canal de Suez, propriété franco-britannique. Les deux puissances européennes interviennent militairement, aidées par les Israéliens. Mais Américains et Soviétiques refusent devant l'ONU tout conflit pouvant bloquer cette artère majeure du commerce mondial. L'intervention militaire est stoppée, les Israéliens doivent reculer au niveau de leur frontière de 1949. Dès lors, Nasser est perçu comme incontournable au Moyen-Orient.

2 La création de l'État d'Israël selon son fondateur, David Ben Gourion

En décembre 1967, David Ben Gourion qui a quitté la politique, adresse un long courrier au président français. Il y réagit à un discours prononcé par de Gaulle quelques jours plus tôt. Ce dernier s'est montré peu favorable à l'État d'Israël dont il critique les méthodes et la politique anti-arabe dans le cadre de la guerre des Six Jours menée six mois plus tôt.

« Le 14 mai 1948, je déclarai la création de l'État juif dont le nom serait Israël, conformément au texte que j'avais fixé durant la nuit précédant la déclaration [...]. Il est dit dans cette dernière : "Nous faisons appel, même au milieu des attaques sanglantes qui nous harcèlent depuis de longs mois, aux Arabes habitant l'État d'Israël

[pour] préserver la paix et prendre part à la construction de l'État sur base d'une citoyenneté totale et égale, et de représentation dans toutes les institutions, provisoires et permanentes", et j'ajoutai : "Nous tendons une main de paix et de bon voisinage à tous les États voisins et à leurs peuples, et faisons appel à eux pour une coopération et une assistance mutuelle avec le peuple juif, indépendant dans son pays. L'État d'Israël est prêt à contribuer à l'effort commun en vue du progrès de tout le Moyen-Orient". Chaque mot de cet appel, mon cher Général, venait du cœur, de notre cœur à tous [...]. »

Lettre de David Ben Gourion au général de Gaulle, 6 décembre 1967.



4 Le camp de réfugiés palestiniens de Baqa'a (Jordanie) en 1967

Déclenchée par l'Égypte contre Israël, la guerre des Six Jours en 1967, comme la première guerre israélo-arabe en 1949, est marquée par la conquête israélienne de territoires arabes, ce qui provoque un mouvement de migration des Palestiniens qui se réfugient en Jordanie.



5 Les accords de Camp David (1978)

Le président égyptien Sadate ① et le Premier ministre israélien Begin ② signent ces accords de paix sous les yeux de Jimmy Carter, le président américain. L'Égypte y récupère ses territoires perdus lors de la guerre des Six Jours. Mais ces accords sont dénoncés par les autres États arabes, qui excluent l'Égypte de la Ligue arabe. Sadate est assassiné en 1981 par des islamistes radicaux égyptiens.

Questions

1. Doc. 1 et 2 Pourquoi les conditions de naissance de l'État d'Israël ont-elles été difficiles ?
2. Doc. 1 Décrivez l'évolution du territoire israélien entre 1948 et 1967. Quel impact cela a-t-il sur les États arabes voisins ?
3. Doc. 1 et 4 Pourquoi les réfugiés palestiniens vont-ils en Jordanie ? Quelles sont leurs conditions d'installation ?
4. Doc. 3 Expliquez la crise de Suez. Qui en sont les principaux gagnants et perdants ?
5. Doc. 5 Quel État arabe décide de lancer une tentative de résolution du conflit avec Israël ? Quelle est la réaction des autres États arabes de la région ?

Synthèse

Quelles tensions à l'échelle régionale la naissance de l'État d'Israël a-t-elle générées de 1948 à 1978 ?

b) Qu'est-ce que le conflit israélo-palestinien et quelles sont ses tentatives de résolution ?

Une résolution du conflit israélo-palestinien pour l'instant impossible

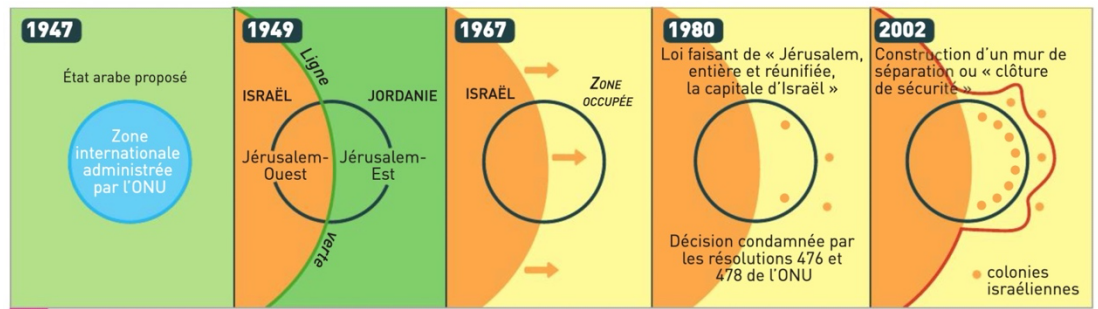
• **La structuration du nationalisme palestinien.** L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est créée en 1964, dans le but de fonder un État palestinien indépendant avec une idéologie politique laïque et non islamiste. Elle utilise la lutte armée et le terrorisme contre Israël, puis la voie diplomatique lorsqu'elle est admise en tant qu'observateur à l'ONU en 1974. Cela ne permet pas d'avancées réelles vers la paix.

• **Les accords d'Oslo et leur contexte.** Ces blocages conduisent en 1987 à la première **intifada**, pendant laquelle est créé en Palestine le Hamas, un mouvement de résistance islamiste radical, refusant l'existence d'Israël. Face à ces tensions, les négociations avec le leader de l'OLP, Yasser Arafat, avancent et débouchent sur les accords d'Oslo en 1993.

• **L'échec du processus d'Oslo.** Mais ces accords laissent de côté de nombreux « points d'achoppement » comme la question du statut de Jérusalem ou des colonies israéliennes en Cisjordanie. Les violences réapparaissent, comme avec l'assassinat d'Yitzhak Rabin par un extrémiste juif en 1995 ou lors de la seconde intifada en 2000. Aujourd'hui, le dialogue reste très difficile entre le gouvernement israélien, Mahmoud Abbas, le chef de l'OLP depuis 2005, et le Hamas.

VOCABULAIRE

Intifada («soulèvement» en arabe) : révolte contre un État oppresseur. Les Palestiniens, pour lutter contre l'État d'Israël, ont lancé deux intifadas l'une en 1987, l'autre en 2000.



3 L'évolution du statut de Jérusalem de 1947 à aujourd'hui

4 Benyamin Netanyahu expose sa vision du conflit à l'ONU

« Et le monde autour d'Israël est sans aucun doute de plus en plus dangereux. Les militants de l'islam [...] ont empoisonné les esprits de nombreux Arabes contre les Juifs et Israël, contre l'Amérique et l'Occident. Ils ne s'opposent pas aux politiques d'Israël, mais à l'existence d'Israël. À présent, certains affirment que la propagation de l'islam militant, surtout en ces temps troublés — si vous souhaitez la ralentir, [...] il suffit de faire une offre d'échanges de terres et tout va s'arranger. Vous savez, il y a un seul problème avec cette théorie. Nous avons essayé et cela n'a pas fonctionné. [...] Mais Israël

ne s'est pas contenté de faire des offres d'échanges de territoires. Nous avons en fait quitté des territoires. Nous nous sommes retirés [...] de Gaza en 2005. Cela n'a pas calmé la tempête islamique [...], il ne l'a rendue que plus proche et plus forte. »

Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien, discours devant l'ONU, 23 septembre 2011¹.

¹. Ce même jour, le président de l'Autorité palestinienne, M. Abbas, a demandé à devenir le 194^e État membre de l'ONU, demande rejetée par un veto des États-Unis. Le 29 novembre 2012, la Palestine se voit accorder « le statut d'État observateur non membre de l'ONU ».

1 La Charte nationale palestinienne

L'OLP est une organisation palestinienne politique et paramilitaire créée en 1964. Sa Charte a été modifiée en 1968, après l'échec arabe de la guerre des Six Jours. En 1988, Yasser Arafat a déclaré la Charte caduque, pour faciliter les négociations avec Israël.

Première version (1964)

« 1. La Palestine est une terre arabe, unie par des liens nationaux étroits aux autres pays arabes. Ensemble, ils forment la grande nation arabe.

2. La Palestine, avec ses frontières de l'époque du mandat britannique, constitue une entité régionale indivisible [...].

15. La libération de la Palestine est un devoir national afin de refouler l'invasion sioniste et impérialiste du sol de la patrie arabe [...].

17. Le partage de la Palestine de 1947 et la création d'Israël sont des décisions illégales et artificielles parce qu'elles ont été contraires à la volonté du peuple de Palestine et à son droit naturel sur sa patrie. Elles ont été prises en violation des principes fondamentaux contenus dans la Charte des Nations unies, parmi lesquels figure au premier plan le droit à l'autodétermination. »

Modifications de 1968

« 9. La lutte armée est la seule voie pour la libération de la Palestine. [...] »

2 Les accords d'Oslo, 25 ans plus tard : atouts et limites

« L'accord d'Oslo de 1993 est le fruit d'un travail de longue haleine entre l'Organisation de libération de la Palestine, le ministre des Affaires étrangères israélien de l'époque Shimon Peres et les États-Unis présidés par Bill Clinton, qui ont joué le rôle crucial de médiateur entre les deux antagonistes.

L'objectif du texte était clair : mettre un terme à un conflit vieux de plusieurs décennies, en reconnaissant « une autorité palestinienne intérimaire autonome » pour une période transitoire de cinq ans. À long terme, cet accord devait permettre de mettre en place « une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité », comme le demandait déjà la résolution 242 de l'ONU¹ votée en 1967.

Mais si les accords d'Oslo 1 et 2 (en 1995) fixent les grandes lignes du processus de paix, ils ne règlent pas les questions cruciales du conflit, comme par exemple le statut des réfugiés, ou celui de Jérusalem. Et Donald Trump, depuis son arrivée au pouvoir, n'a cessé de profiter de ces flous pour mettre en place une nouvelle politique, considérée comme pro-israélienne, au détriment des Palestiniens². »

Jade Toussay, « Il y a 25 ans, l'accord d'Oslo n'a pas répondu à toutes les questions, et Trump en profite bien », *Huffington Post*, 13 septembre 2018.

¹. Texte demandant notamment « le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés » après la Guerre des Six Jours et le respect de la souveraineté de chaque État.

². Début 2018, Trump a accepté le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv, où sont toutes les autres ambassades, à Jérusalem, reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, contre l'avis des dirigeants palestiniens.

Synthèse

Pourquoi la résolution du conflit israélo-palestinien est-elle pour l'heure bloquée ?

Travailler à l'oral

Rédigez une note de synthèse à destination des représentants des États membres récapitulant les positions de l'ONU face aux tensions dans cette région, les points de blocages dans les négociations et les solutions possibles à proposer.



5 Israël et les territoires palestiniens aujourd'hui